

## SUR LE VIF

Il faut « moraliser », réguler le capitalisme, condamner les responsables! Les menaces de Sarkozy ne font trembler ni Boloré, ni les siens. Comment peut-on parler de moraliser le capitalisme, alors que depuis des décennies ce système affame et asphyxie les trois quarts de la planète. Ce qui est en cause dans cette crise financière, c'est la logique même du système capitaliste. Peut-on dire pour autant qu'il est arrivé au bout de son pouvoir de nuisance? Non. Les discours de Bush, de Sarkozy, l'action de la BCE démontrent le contraire. Ils mettent tout en œuvre pour faire payer par les peuples la crise financière dont ils sont responsables. Ils trouvent de l'argent pour sauver les banques, alors qu'ils laissent tous les jours des milliers d'enfants mourir de faim.

La colère monte, comme on a pu le mesurer sur le terrain en faisant signer la pétition pour l'augmentation des salaires et des pensions. Cela ne se traduit pas automatiquement par l'action, il y a de la méfiance mais aussi de l'attente.

Besancenot, chouchou des médias, a déclaré: « Il faut jeter le capitalisme à la poubelle! » La formule serait plus crédible et efficace si elle répondait aux 2 questions essentielles: pour quoi faire et avec qui?

Deux questions au cœur de la préparation de notre 34<sup>e</sup> Congrès. Le projet, les contours d'un rassemblement majoritaire auxquels il faut ajouter l'indispensable intervention des citoyens. Comme tout combat révolutionnaire, le chantier n'est pas simple. Tenir un congrès au plus près de la réalité économique et sociale, en pleine crise du système capitaliste, n'est-ce pas motivant? Et si nous avons rendez-vous avec l'histoire? ❖

## Que faire et avec qui? Nous avons rendez-vous avec l'histoire



Martine PEREZ  
Membre du Comité exécutif national

## SERVEZ-VOUS

## Modèle de tract

sur la

## Crise financière

### CAPITALISME EN FAILLITE : Qui doit payer l'addition ?

L'économie mondiale vit l'une des plus graves crises de son histoire. Partout dans le monde, les bourses s'effondrent, les faillites se multiplient, des milliards d'euros partent en fumée.

#### Capitalistes fous ou folie du capitalisme ?

On veut nous faire croire que le problème vient de quelques patrons ou traders voyous, d'un dévoiement du capitalisme. Mais ? Toutes les banques, tous les établissements financiers ont des milliards...

On veut nous faire croire qu'il serait possible de moraliser le capitalisme, de le réguler. Il suffit d'augmenter d'un peu les impôts, de limiter les dépenses, de contrôler la spéculation, de limiter les plus fortes et les plus rapides, quelque en réduisant les cotisations... Le capitalisme ne se moralise pas, il se combat !

#### Sarkozy, pompier pyromane

Sarkozy se présente comme le chevalier blanc. Mais toute sa politique vise à sauver l'ego des membres financiers. Par exemple un impôt sur les plus-values, le Traité de Lisbonne qui prévoit que à terme les institutions aux caractéristiques de capitaux soient libérées et que les États membres n'aient plus de pouvoir de régulation. On ne libère pas le capitalisme, on le combat.

Il ne faut pas se laisser tromper par la crise pour oublier...

Le Conseil national met à disposition chaque semaine une aide à la communication de proximité, composée d'un dossier et de plusieurs projets de tracts, maquetés au format bureautique. Ils sont disponibles et téléchargeables sur Internet

[www.pcf.fr](http://www.pcf.fr) rubrique « Derniers tracts »

## Journée nationale pour l'emploi et l'avenir de l'automobile

Demain, dans tout le pays, militants et élus communistes s'adresseront aux salariés de l'automobile et à la population par le biais d'un tract édité à 500 000 exemplaires. Tandis que des conférences de presse seront organisées aux abords des sites, une délégation de parlementaires conduite par Marie-George Buffet accompagnera des salariés au Mondial de l'automobile.

## Conseil national sur la crise financière

Compte tenu de la gravité de la crise financière, le Conseil national du PCF est convoqué mercredi 15 octobre pour faire le point de la situation, avancer des propositions et décider d'initiatives politiques

### LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Jeudi 9 **Journée nationale de mobilisation pour l'emploi et l'avenir de l'industrie automobile**

Mercredi 15 **Réunion du Conseil national sur la crise financière**

Vendredi 17 **Hommage à Salvador Allende (siège du PCF)**

MONTLUÇON (ALLIER)

## Salaires, travail... Changement!

Mardi, la fédération communiste de l'Allier avait invité les salariés de Montluçon à débattre avec Richard Sheehan, membre de l'Exécutif national du PCF

« **P**eut-on vivre heureux dans le système capitaliste? » Pour la plupart des participants de la rencontre initiée par le PCF, la réponse semble évidente. Elle l'est en tout cas pour Patrick, militant du Secours populaire, qui constate une aggravation préoccupante de la pauvreté et de la précarité. Une réalité qui frappe lourdement la jeunesse et qui, selon Cyril, responsable de la JC, est devenue la règle pour toute une génération. En fait, l'élection de Sarkozy est vécue par les intervenants comme synonyme de plus de difficultés. Les effets d'annonce n'y changent rien. Pour Robert, la campagne médiatique autour de la baisse des prix n'est qu'un leurre. Une manière de passer sous silence la question des salaires. Même appréciation sur les heures supplémentaires qui sont vécues comme « un véritable retour en arrière ». Pour Richard Sheehan, augmenter les salaires est donc une exigence sociale, une mesure d'efficacité économique, mais aussi la reconnaissance des salariés et de leur apport à la société. Pour le dirigeant communiste, « le travail n'est aujourd'hui pas reconnu. A travers les systèmes d'intéressement, d'actionnariat ou de primes, c'est le résultat financier qu'on récompense ». Changer la société impli-

que donc de répondre à des questions essentielles telles que : « Qui maîtrise le travail? Quoi et comment produire? Qui décide? »

### Reconstruire une gauche bien à gauche

« Mieux considérer le travail, d'accord, mais encore faut-il en avoir! » Une question incontournable dans un département dont les atouts économiques « se réduisent comme peau de chagrin ». « Si le travail est conçu comme un coût, comment empêcher les délocalisations vers des pays où ce coût est moindre? » A partir de cet exemple, plusieurs orateurs soulignent combien la droite a marqué des points dans la bataille idéologique. Comment elle oppose les salariés entre eux, en France et dans le monde. Comment elle les culpabilise. Aujourd'hui « le privilégié c'est le fonctionnaire, le retraité ». Certes, des choses bougent. Des luttes se développent en Europe, en France et dans le département comme chez Amis à Montluçon ou Potain à Moulins. L'actualité de la crise suscite des interrogations et « des voix s'élèvent contre les méfaits du capitalisme financier ». Mais ces contestations se heurtent à un manque de perspective. C'est le sentiment d'Alain, pour qui l'absence d'alternative au capitalisme mondia-

lisé renforce le sentiment d'impuissance et de fatalité. Du coup des critiques se font entendre sur la dérive libérale du Parti socialiste. Elles sont le fait de militants communistes mais aussi d'anciens membres de ce parti qui ne sont pas les moins virulents vis-à-vis de leurs anciens compagnons. Mais alors, comment ressusciter l'espoir? Comment reconstruire une gauche bien à gauche? Quels types de rassemblements? Faut-il abandonner toute idée d'alliance avec le PS, comme le suggère un intervenant? Autant de questions que les salariés de Montluçon ne sont pas seuls à se poser puisqu'elles sont au cœur de la préparation du Congrès du PCF. Joël Lefebvre, responsable du PCF sur l'Allier, invite donc chacune et chacun à poursuivre ce débat tout en continuant la bataille sur les salaires et l'emploi. Une bataille particulièrement d'actualité en cette période de crise financière. Il propose aussi de relancer un « collectif salariés » dans le bassin montluçonais afin d'approfondir ces questions et avoir une expression plus régulière en direction du monde du travail. ✪

Patrice Falguier

### Le 9 octobre se prépare en Seine-Maritime...

Peugeot ralentit la cadence à Sochaux. A Sandouville (76), les salariés de Renault ne travaillent plus que trois jours sur cinq... La direction parle de 1000 « départs volontaires ». Les salariés se mobilisent, occupent leur usine et demandent une réorientation de la politique industrielle à M. Ghosn, PDG de Renault. « Du travail, c'est maintenant et pas en 2012! » répondent-ils aux propos « rassurants » du dirigeant de l'entreprise! Les communistes sont sur le pont : un tract tiré à 60 000 exemplaires vient d'être diffusé. Ils entendent aussi contribuer à élargir la riposte à l'ensemble de la population en organisant débats et points de rencontres. Daniel Paul est intervenu auprès de M<sup>me</sup> Lagarde tandis que dans les villes, des vœux pour défendre l'emploi sont votés. Un point presse est organisé à Cléon. Ils iront en délégation au Salon de l'automobile. Un Salon qui risque d'être « chaud » cette année. Le PCF a appelé à une journée de mobilisation nationale autour de ces questions le jeudi 9 octobre.

### ...Et dans le Nord

Dans le Nord/Pas-de-Calais, ce secteur emploie 55 000 salariés, ce qui en fait la deuxième région dans le secteur de l'automobile. Les communistes n'acceptent pas la situation et se mobilisent. Ils seront devant 30 entreprises équipementiers dans les prochains jours avec un tract régional. Les élus, quant à eux, lancent un appel à la mobilisation. Ils rencontreront l'ensemble des responsables syndicaux de ces entreprises début novembre. Alain Bocquet a sollicité une rencontre avec les élus, les syndicats et les PDG des entreprises concernées à M. Fillon, sollicitation qui reste à ce jour toujours sans réponse.

### Succès de la Fête de l'Humanité 65

Ce week-end, plus de 1500 personnes ont participé à la fête du Parti communiste des Hautes-Pyrénées. Deux jours festifs et politiques avec le samedi un débat sur la culture et plusieurs groupes musicaux. Le dimanche matin, Olivier Dartigolles et Marie-Pierre Vieu co-animaient un forum sur « les enjeux du Congrès et le devenir de la gauche ». L'après-midi, lors du meeting, Marie-George Buffet revenait sur la crise et la façon dont Nicolas Sarkozy veut la faire payer aux Français. Elle a appelé « à créer partout des espaces de débats et d'actions où les hommes et les femmes de gauche, avec leurs différences, vont se donner les moyens de la riposte et du projet commun. » Durant la Fête, douze personnes ont rejoint le PCF. Des hommes et des femmes en recherche de neuf à gauche, en attente de ce qui va se passer au PCF. Parmi ces nouveaux, un ancien membre du PS « qui ne renonce pas » ou encore un lycéen initialement tenté par le NPA mais qui ne se résout pas à la division de la gauche. ✪



VITRY (VAL-DE-MARNE)

## La Poste n'est pas à vendre!

C'est une femme, Eliane Hulot, qui est à l'origine du comité du service public de La Poste à Vitry-sur-Seine dans le Val-de-Marne. Face aux politiques gouvernementales et aux projets dans ce secteur, elle décide comme élue et communiste, il y a quatre ans, de s'adresser directement à la population par une lettre dans laquelle elle dénonce le processus de privatisation. La réponse de la population va au-delà de ce qu'elle attendait. Dans toutes ces rencontres, dans tous les quartiers, des personnes lui parlent de sa lettre, beaucoup veulent s'engager comme en témoigne la réunion qui suivra avec 120 participants. C'est ainsi que le



A Vitry, le service public de La Poste on y tient

comité est né dans la pluralité des opinions. Depuis, des victoires sont venues affirmer son utilité et l'attachement des Vitriotes à leur comité. Les gouvernants ont ou-

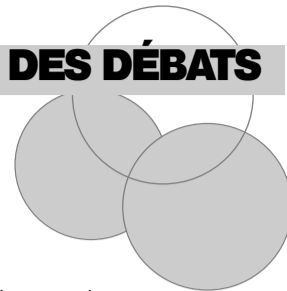
blié cette dimension du service public : l'attachement des usagers, le rôle social qui « atténue les inégalités »... La population souhaite le lui rappeler. Par ses actions, le co-

mité a permis de conserver des tournées, d'empêcher la fermeture du Bureau du 8 mai et obtenu sa rénovation. Il a permis aussi le gain d'un bureau de poste sur la ville et la réduction des files d'attente grâce à des embauches. La vie du comité s'organise autour de réunions pour échanger et décider des initiatives futures, de signatures de pétitions devant les bureaux, sur les marchés, de délégations d'usagers auprès des responsables départementaux... dans le respect de chacune et chacun des citoyens présents. Ce sont plus de 600 personnes inscrites. Avant la grève du 23, le comité s'est réuni et a décidé de distribuer un tract expliquant aux usagers les raisons de la grève

et de soutenir les postiers en lutte. Les membres du collectif ont aussi fabriqué un écriteau à coller sur la boîte avec un message de soutien aux facteurs en grève... mais qui indirectement s'adressait à tous ceux qui passaient devant. Une rencontre publique est prévue prochainement pour discuter de l'avenir de La Poste et des actions à mener. Un comité départemental vient de voir le jour : le comité de Vitry y est impliqué tout en privilégiant les actions concrètes locales pour continuer la valeur ajoutée que constitue l'action concrète au plus près des populations. ✪

Cécile Jacquet

# Le débat se poursuit



Le débat se poursuit et prend de l'ampleur. Les comptes rendus à Roissy aéroport et à Nice Saint-Roch, les huit contributions (à parité, s'il vous plaît!) et la table ronde sur le projet sont au rendez-vous. Tout est à lire pour continuer de façonner son point de vue sur la base commune, vous permettre de réagir ou

apporter votre contribution. La prochaine table ronde portera sur la conception du rassemblement. Qu'en pensez-vous? Faites parvenir votre texte de 2500 signes espaces compris sur le site

**congres2008@alternativeforge.net.**

*Hervé Bramy*

## Des militants d'entreprises donnent leur avis

Jeudi midi, une dizaine de militants de la plate-forme de Roissy se sont retrouvés autour d'un casse-croûte pour débattre de la base commune

«**T**rop consensuel! »  
« Trop sociétal! »  
Pour Jean-Marie, « le projet de base commune énonce des constats mais ne va pas au fond des questions ». Un avis que n'est pas loin de partager Thomas qui considère, quant à lui, « que si le texte explique bien ce qui ne va pas, il a du mal à avancer des propositions réellement transformatrices ». La preuve en est cette proposition de crédits à taux zéro pour les entreprises favorisant l'emploi qui n'est pas, selon lui, franchement révolutionnaire! » Des critiques qui, comme le diront plusieurs intervenants, portent en fait une exigence: celle d'un parti capable de « dire des choses fortes », « de prendre parti », de « parler clair ». Parler clair, oui! Mais pour dire quoi? Quel est l'enjeu de ce congrès? Le défi à relever en décembre est-il, comme le craint Michel, essentiellement l'avenir du Parti communiste? N'est-ce pas,

une fois encore, poser la problématique à l'envers? Pour Luc, ce qui rend le congrès important c'est qu'il se situe dans un moment de rupture. La fin d'un cycle commencé sous Reagan, avec la révolution libérale, et qui pourrait bien s'achever avec la crise qui secoue le capitalisme aujourd'hui. Car pour Luc, « la crise n'est pas que financière mais celle d'un système incapable de proposer un avenir positif à l'humanité ». Dans cette situation, « qu'est-ce qu'on fait ensemble pour changer ces règles devenues obsolètes? » C'est à cette question essentielle, selon lui, que le congrès devrait répondre.

### Rassembler les dominés

Le débat porte aussi sur la réalité du monde du travail, son évolution, sa place dans le processus de transformation. De ce point de vue, Jean-Marie considère que le projet n'aborde pas assez les questions de l'exploitation et le rôle du travail comme moyen d'émanci-



pation humaine. Dans le même esprit, on regrette que le texte place au même niveau toutes les aliénations, minorant ainsi la place et le rôle de la classe ouvrière. La question du rassemblement fait débat. Qui et comment rassembler? Pour Jean-Michel, ce qui a longtemps fait la force du Parti communiste, c'était sa capacité à partir des aspirations populaires pour les porter jusque dans les institutions. Et d'ajouter: « certes, les attentes ont évolué mais elles sont toujours là. Le rôle du PCF n'est-il pas alors

d'agir sur la réalité immédiate en portant ses valeurs, ses propositions? » Thomas pense qu'avec la crise actuelle il y a un potentiel de rassemblement important. Les gens sentent confusément, « instinctivement », que ce qui est en jeu c'est le système lui-même. Le rôle du PCF ne devrait-il pas être de transformer cet instinct en conscience? Des propositions qui ne satisfont pas Michel pour qui « le problème essentiel aujourd'hui est l'absence de perspective ». Pour lui, les positions ac-

tuelles du Parti socialiste hypothèquent toute idée d'alliance avec lui. C'est pour cela qu'il en appelle à la construction d'une nouvelle force politique rassemblant largement celles et ceux qui aspirent à changer la société. Un avis qui n'est pas partagé par la majorité des militants présents. Plusieurs insisteront même sur le besoin d'un parti communiste en France. « Un Parti qui doit certes évoluer, se transformer, c'est pour Luc le processus même de la vie. » Un Parti qui doit être mieux en phase avec les aspirations du monde du travail.

Ce jeudi, les militants communistes de Roissy ont entamé une première réflexion sur le texte. Une réflexion qu'ils ont décidé de poursuivre lors de deux nouvelles réunions d'ici le vote de la base commune. ⚡

*Patrice Falguier*

## Compte rendu de l'assemblée de Nice St-Roch

**R**egonflés par la réussite de la manifestation du 27 septembre organisée dans les rues de Nice, les communistes du quartier St-Roch se retrouvent pour engager le débat sur le congrès. Dans ce quartier populaire de Nice dont l'actuel conseiller général est communiste, le local du PCF jouxte le bd Virgile-Barel (député communiste du Front populaire) et le futur square Charles-Caressa (ancien dirigeant et élu du PCF). C'est donc très naturellement que dans le débat le passé se mêle au présent et à l'avenir du PCF dans un contexte local où la droite monopolise tous les pouvoirs.

Si peu de camarades sont véritablement rentrés dans le texte de la base commune adoptée par le Conseil national, la discussion porte rapidement sur les attentes à l'égard de ce congrès dont tous les communistes présents attendent beaucoup. Des

attentes que la crise financière ne fait que renforcer. Ainsi Renée exprime sa colère face au cynisme d'un système qui « fait payer la crise aux peuples ». Une crise « qui renforce le besoin de proposer une alternative au capitalisme, une crise qui renforce le besoin de communisme ». Pour Henri, dynamique retraité, le congrès doit être « un moment fort dans la dénonciation du capitalisme », mais aussi l'occasion d'adopter « une orientation politique claire, permettant d'identifier le PCF et de lui donner de la force dans le rassemblement ». Henri pointe nos difficultés: « Nous avons des propositions, mais il y a un sentiment d'éparpillement, un manque de lisibilité. Des slogans vides de sens à force d'être utilisés par tout le monde (rassemblement populaire) qui ne nous identifient pas... Nous avons besoin de porter des exigences fortes. » Le constat sur la

crise du capitalisme et la nécessité d'une alternative étant largement partagés par l'assemblée, la discussion se focalise rapidement sur deux thématiques qui suscitent plus le débat contradictoire: le rassemblement et le Parti.

### Rassemblement et Parti

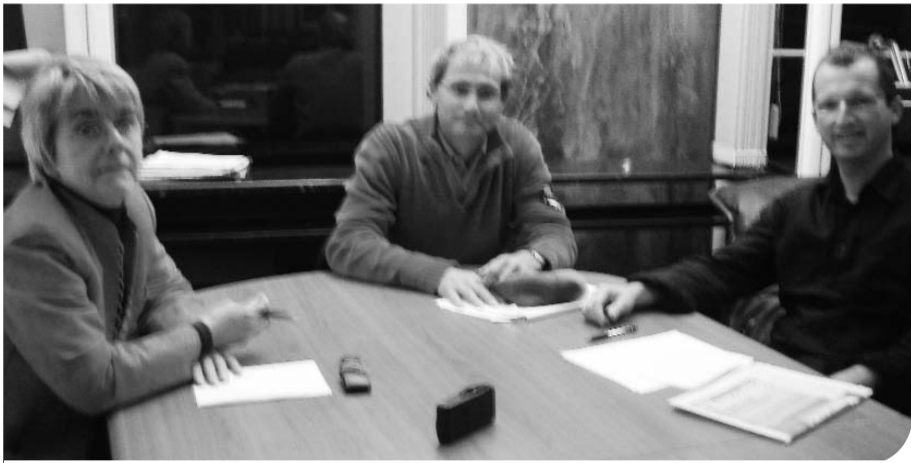
La question du rassemblement suscite le plus de réactions. Dans un quartier où les communistes se sont fortement impliqués dans les collectifs antilibéraux, l'amertume est toujours très vive. Simon, salarié, responsable de la JC, exprime avec force l'idée « de ne pas perdre notre énergie à s'occuper de Besancenot et Bové », mais bien plus de « renforcer notre présence sur ce terrain ». Dominique, salariée dans le secteur associatif, soulève l'intérêt de l'expérience « Die Linke » en Allemagne. Une expérience difficilement transposable en France pour

plusieurs camarades qui pointent l'absence d'un Oskar Lafontaine « made in France » et une situation où, à la différence des Länder allemands, c'est le PCF qui est en co-gestion avec le PS. Une situation d'ailleurs qui n'est pas sans susciter des critiques, en particulier sur « l'image du Parti un peu galvaudée par des stratégies et des alliances différentes à chaque scrutin ». Pour autant, la question du rassemblement demeure nécessaire à tous. L'idée d'interpeller l'ensemble des forces progressistes, pour éviter une dramatique division lors des européennes, apparaît nécessaire pour ne pas en rester à un rassemblement avec seulement des personnalités. Enfin sur la question du Parti, les avis sont plus tranchés que sur le rassemblement. S'il ne se trouve personne pour partager l'idée de créer une nouvelle force, par contre la nécessité de faire non seulement

mieux mais aussi autrement s'impose à tous. Pour les camarades qui ont pris le temps de lire la base commune, c'est sans doute la partie du texte qui méritera le plus de travail. Mêlant réflexion sur le congrès et réalité de terrain, la discussion déborde rapidement sur la nécessité de réorganiser la section et de se réinvestir dans la présence sur le terrain dans le quartier. Dans cet esprit, la décision est prise de contribuer à populariser l'initiative d'un débat public sur la crise financière organisé par la cellule du quartier limitrophe. Après près de deux heures d'échanges, les communistes de St-Roch se quittent non sans avoir au préalable fixé un nouveau rendez-vous pour examiner et discuter de l'ensemble des textes qui seront soumis au vote des adhérents les 29 et 30 octobre. ⚡

# Le projet, la crise

Véronique Sandoval, Frédéric Boccara et Frédéric Genevée, membres du Conseil national du PCF, débattent de la question du projet, évoquée dans le projet de base commune de discussion ainsi que de la crise et des réponses à y apporter.



**Ce n'est pas la première fois qu'un congrès traite de la question du projet. Mais la base commune l'évoque de manière nouvelle. D'accord ? Pas d'accord ?**

**Frédéric Boccara :** Ce qui est nouveau, c'est d'affirmer deux ambitions doubles : transformation concrète, luttes et visée communiste et de l'autre côté travailler la gauche mais dans une conflictualité. Le dire comme ça, c'est une avancée. Et en même temps, ça reste vague. La cohérence du projet avec les luttes, la visée révolutionnaire et le Parti n'est pas faite. On voit bien sur la crise ac-



tuelle, financière, c'est très insuffisant. Quelle saisie on a dessus ? Dans les 3 axes, on est très vague, voire, alors qu'on monte

le sociétal, on le découpe du social. Or toute la question des pouvoirs sur les entreprises, parce que ce sont elles qui exercent des effets énormes sur l'environnemental et sur le social, est séparée. Les propositions, à faire monter dès maintenant, comme les fonds régionaux pour un autre rôle des banques et la prise sur ces fonds, c'est absent alors qu'on évoque pourtant les élus. Bref, des avancées, du vague et des contradictions. Ça peut être la fumée qui cache la fuite en avant dans la dilution. Donc il reste des transformations à faire dans ce texte, autant de champ pour des amendements de visée alternative, le débat et la créativité des communistes. Voilà sur le projet.

**Frédéric Genevée :** Moi, je n'ai pas de désaccord avec la lettre de ce qui est écrit. En revanche, c'est la énième fois qu'on parle de projet dans les congrès du Parti, donc on peut toujours, à chaque congrès, remettre la question sur le tapis mais je trouve que c'est hors sujet, dans le sens où ce dont on

devrait discuter à ce congrès, c'est pourquoi nous produisons du retard, pourquoi sur la question de l'écologie - où là il y a des avancées dans le texte - pourquoi donc on a mis vingt ans à s'y mettre ? Pourquoi sur la question du féminisme, on a mis vingt ans à s'y mettre ? Pourquoi sur la question de la place de l'individu - qui est indiquée dans le texte - on a mis vingt ans à s'y mettre. Donc ça, c'est mon premier souci. Mon deuxième souci, c'est qu'on va réussir ce tour de force : on renvoie dans le texte de manière générale la question du communisme au parti, et dans ce passage-là qui est censé aborder la question du projet, il n'est jamais question de visée communiste. Je trouve ça très en dessous, de ce point de vue-là, du dernier congrès où on essayait à chaque fois de dire : nos propositions renvoient à la fois à la visée et sont crédibles pour aujourd'hui. Donc je trouve que ce texte est un peu, de ce point de vue, décalé.

**Véronique Sandoval :** Moi, je pense justement que la nouveauté aujourd'hui, c'est qu'on ne part pas de visée, du communisme pour ensuite donner un programme politique très précis, avec des propositions, mais dont on ne sait pas trop si elles pourraient être mises en œuvre maintenant ou dans vingt ans ou dans les trente-cinq ans qui viennent, mais qu'on se donne justement un véritable projet politique, c'est-à-dire qu'on essaie d'ouvrir une perspective de changement réel, dans un temps rapproché ; et pour ça, on part donc non plus de notre visée mais de l'analyse des défis qui sont ouverts à tous les exploités, à tous ceux qui veulent se libérer de toutes les dominations ; on part donc de ces défis et on propose un projet qui allie des transformations, disons les grands axes des réformes structurelles susceptibles d'être menées dans les cinq à dix années - on n'est plus dans le long terme - et les conditions politiques pour les mettre en œuvre, c'est-à-dire ce qu'on veut faire et comment le faire, les conditions politiques, les initiatives politiques qu'on veut prendre

pour articuler luttes d'une part et rassemblement politique majoritaire d'autre part. C'est là qu'est la nouveauté.

**On connaît l'actualité, krach, récession, crise. En quoi le texte de la base commune permet d'apporter des réponses ?**

**Frédéric Boccara :** La crise était absente du dernier congrès. Ici on en parle enfin, avec des phrases généreuses mais générales. Par exemple. La mondialisation est attribuée à la libéralisation financière. C'est sauter l'opposition qui traverse la crise entre prélèvements financiers et besoins de dépenses pour développer les capacités humaines et le partage. Cette opposition est politique, elle dénonce l'existant et donne un sens, elle permet d'articuler à la visée, à l'aspect révolutionnaire. Si le problème était uniquement un capitalisme mondialisé et sans frontières, alors il suffirait d'un peu de dirigisme, de rétablir les frontières, etc. A la limite, il suffirait de limiter les mouvements de capitaux. Mais c'est passer à côté des transformations profondes. La question de la démocratie est dite de façon extrêmement vague ; d'autres pouvoirs sur l'argent à partir des fonds régionaux, dès maintenant, tout en mettant en cause la BCE et le patronat, voilà des enjeux essentiels, accessibles, y compris dans des alliances dans le monde (Banque du Sud). Les fonds régionaux pourraient être un axe important de mobilisation parce qu'effectivement, il faut quelques propositions qui donnent à voir l'ambition sinon on a des choses vagues, genre "il faut de l'investissement réel" ; mais ça, c'est nourrir l'union sacrée derrière Sarkozy pour le capitalisme entrepreneurial, alors que la question c'est la sélectivité : l'investissement s'il apporte emplois, qualifications, services publics.

**Frédéric Genevée :** Je pense que le texte est très faible sur les questions de la crise financière et la crise du capitalisme, en tout cas



dans cette partie-là. Pour moi, cette faiblesse renvoie à la déconnexion de la visée communiste. Par exemple, il y a deux lignes sur le monde à la fin de cette partie alors qu'on voit bien que la réflexion à l'échelle du monde est une nécessité. Deuxième faiblesse : je crois qu'on en est encore à l'idée : nous, les communistes, entre nous, on va construire la meilleure réponse et le meilleur projet et c'est ça qui va nous permettre d'affronter la réalité.

C'est-à-dire que manque absolument la question de la co-construction, avec d'autres, de réponses aux enjeux qui nous sont posés. Troisième point : cette partie sur le projet pose problème ; je crois qu'il y a une fois le mot rupture, il n'y a pas le mot révolution, pas le mot processus révolutionnaire, pas le mot changement de civilisation ; on est très en deçà de ce que les communistes avaient décidé sur ces questions-là au précédent congrès.

**Véronique Sandoval :** Le projet n'a pas été écrit pour répondre directement à la crise financière et de ce point de vue du travail reste à faire, j'en suis convaincue, le texte nous y invite d'ailleurs. Mais la base commune, je crois, nous aide à comprendre la crise ; dans sa première partie notamment, le texte essaie de faire la démonstration que nous n'avons pas seulement affaire à une crise financière ni à une crise économique, mais qu'on est face à une crise systémique qui est celle de tout mode de développement capitaliste aujourd'hui qui crée à la



fois du danger pour la planète, des nouvelles conflictualités, un accroissement des inégalités. A ce mode de développement, le texte

propose d'opposer un nouveau mode de développement. La crise n'est pas que financière, elle est systémique ; et on ne peut se contenter de dire, soit comme Sarkozy qu'il faut redonner une éthique aux dirigeants, soit comme les socialistes, qu'il faut réguler les marchés financiers, soit comme Besancenot, qu'il faut une autre société. Le projet, lui, propose en réponse, un autre mode de développement qui allie à la fois développement durable et soutenable, épanouissement individuel et nouvelles conquêtes sociales, et démocratisation sociale et économique ; c'est la question des nouveaux pouvoirs à instaurer pour remettre en cause la concentration des pouvoirs au sein de l'oligarchie financière internationale. ☺

*Propos recueillis par Gérard Streiff*

## Rappel

Conformément au communiqué de la commission de transparence des débats en date du 17 septembre 2008, il est rappelé que les textes alternatifs doivent être déposés avec leur résumé et la liste de 200 adhérents d'au moins 10 fédérations avant le 10 octobre (soit le jeudi 9 avant minuit). La commission se réunira dès le vendredi 10 octobre afin de procéder à leur validation.

Toutes les contributions sont consultables dans leur intégralité sur le site : [www.alternativeforge.net](http://www.alternativeforge.net)

**Françoise GUICHAOUA**

**Val-de-Marne — Vitry/Seine**

Après lecture de la base commune

Le projet de base commune manque cruellement d'ambition. Il titre sur l'idée: « vouloir un autre monde ». Les solutions proposées ne permettront pas d'y arriver. Le capitalisme est dans une crise profonde et grave. Les faillites en chaîne dans le secteur financier en sont une nouvelle preuve. Avec égoïsme, il règle ses problèmes sur le dos des peuples et sur l'ensemble des salariés qu'il étrangle par le chômage, les délocalisations et la baisse du pouvoir d'achat. Cela renforce la crise éco-

nomique et financière. La population est extrêmement mécontente, elle souhaite pouvoir vivre une autre vie mais faute de perspectives, des luttes puissantes ont du mal à émerger. Nous avons besoin d'un souffle nouveau. Cela fait 15 ans que nous affirmons qu'il faut inventer les voies et les moyens de transformer le monde. Un certain nombre de ces voies ne sont plus à inventer, elles ont été défrichées depuis plusieurs années (place du secteur public, relations Nord/Sud, biens communs au monde, environnement...) Nous et d'autres avons suffisamment construit de propositions pour commencer à définir un projet de société permettant de dépasser le capitalisme. Il faudrait dès l'introduction du texte et

tout au long mettre en avant cet espoir, et commencer à tracer le contour de ce monde nouveau. Notre objectif prioritaire ne doit pas être d'aller au gouvernement mais de construire la révolution du XXI<sup>e</sup> siècle. Avec qui? La base commune propose de faire naître une véritable politique d'action et d'élaboration d'un nouveau projet politique de transformation en créant des lieux de rencontres et de ripostes citoyens dans les quartiers. C'est intéressant, mais comment faire naître localement un nouveau projet politique de transformation si le congrès ne fait pas émerger un nouveau projet de société. Sur la question de l'union nous devons nous appuyer sur l'expérience du référendum. L'heure n'est plus à l'union

autour du Parti, mais de contribuer à la création de rassemblements nationaux, locaux, avec tous les acteurs de la vie sociale. Chacun doit compter pour un. Ce n'est pas avec les dirigeants du PS que nous trouverons les solutions pour changer le monde. Il faut faire la clarté par le débat des communistes. Mettre en avant des perspectives nous aidera à construire des ripostes avec les gens qui souffrent et aspirent à vivre autrement quels qu'aient pu être leurs choix politiques antérieurs, mais aussi à renouer des liens avec tous les communistes qui n'ont plus leur carte. ☪

**Cécile DUMAS**

**Alpes-Maritimes — Antibes**

Arrêtons le « avant c'était mieux ... » Soyons offensifs

Nous vivons une période inquiétante, de souffrance pour notre peuple, l'avenir suscite inquiétudes. Notre responsabilité de militant est d'être au côté de la population pour lutter pied à pied et faire reculer cette droite arrogante qui, elle, unit ses efforts pour remodeler la société. Soyons ambitieux sur le travail de proximité sur les batailles idéologiques pour ne pas laisser s'installer l'idée que l'amélioration de la vie, la sauvegarde de la planète ne seraient qu'une vue de l'esprit. N'opposons pas pro-

jet et lutte. Construisons un projet clair, innovant, crédible, de transformation sociale, redonnant de l'espoir aux gens et du sens au mot gauche, à la solidarité, au partage des richesses, à l'émancipation humaine.

Pour relever ces défis, nous ne devons être ni passifs, ni sectaires. Portons l'idée de rassemblement avec les citoyens, les salariés, les intellectuels, les forces politiques et sociales. Faisons du mot « rassemblement » une attitude, pas une incantation. Ouvrons nos locaux, nos débats à tous ceux qui le souhaitent et arrêtons de répéter « avant c'était mieux! » Sans rien oublier de notre histoire, construisons un avenir porteur de changement de cette société injuste. Sur le

Parti, je ne comprends pas l'obstination de certains à vouloir ne parler que de la construction d'une autre force aux contours très incertains, comme de ceux qui veulent un retour en arrière avec des références à des modèles dépassés. Persuadée que la forme parti n'est pas dépassée, j'ai des doutes sur le mot communiste qui véhicule parfois auprès de la population des références négatives et passistes qui ne facilitent pas notre lisibilité. Si notre organisation est fragile et pas toujours à la hauteur des défis, n'est-ce pas que nous ne sommes pas assez nombreux, pas présents d'une façon identique sur le territoire et souvent en situation de délégation de pouvoir par

rapport aux directions locales, départementales ou nationales? Nos élus ne doivent ni représenter le seul Parti, ni se couper de toute activité du Parti.

Comme tous les partis de gauche nous ne relèverons pas seuls le défi du changement de société. Osons créer un espace, une fédération d'organisations et de progressistes pour riposter à la droite et travailler sur un projet de gauche de transformation sociale à vocation majoritaire. Et si, dans une dynamique, cet espace devait devenir un nouveau parti avec un nouveau nom, travaillons sans complexe, sans peur à ce que les communistes y aient toute leur place. ☪

**Fernandez GAËTAN**

**Bouches-du-Rhône — Istres**

Rassemblement du monde du travail, enjeux de transformation sociale

Le rassemblement du monde du travail est indispensable pour la transformation sociale. Malgré ses souffrances, il n'arrive pas à trouver son unité pour transformer son réel. Comme rien n'est spontané, ce rassemblement ne peut être que l'œuvre d'un volontarisme militant, de très haut niveau et à tous les niveaux. Nous sommes face à une contradiction entre: désert de politique dans le monde du travail, recul considérable de la conscience de classe et

l'idée que cela ne peut pas continuer comme ça. Avec, et c'est nouveau, une critique de plus en plus prégnante du système, aiguisée aujourd'hui par les fortes inquiétudes au sujet de la crise financière et de ses conséquences sociales.

C'est un moment historique pour aider à donner du souffle aux aspirations qui font sens et société par nos propositions, d'où grosses potentialités pour réinstaller le politique à l'entreprise et aider les conditions du rassemblement du monde du travail. Nous avons, comme nous y invite la base commune, à approfondir notre réflexion sur la crise systémique du capitalisme, sur les contradictions de la société capitaliste pour démontrer l'impérieuse nécessité de

transformation sociale et sur les potentialités que recèle notre époque pour bâtir l'alternative. Nous avons à travailler plus encore les questions qui touchent à la conscience de classe et au travail, car ils sont au cœur de tous les enjeux.

Le travail est porteur de contraintes mais aussi d'émancipations. Repenser l'idée du travail comme valeur d'épanouissement, son organisation, ses finalités, sa maîtrise, c'est reprendre la main sur le combat idéologique. Quant à la conscience de classe qui désigne le fait que chaque classe sociale possède une certaine conscience de ce qu'elle peut accomplir, par la maîtrise des réalités des rapports sociaux de domination et d'exploitation, porte en elle l'exigence de

changement. Notre activité sur les lieux de travail n'est donc pas utilitaire, c'est un des enjeux essentiels de notre combat. Pour animer ce combat, oui il nous faut transformer le Parti. Il s'agit de se donner l'outil permettant de travailler, mouvement des idées, luttes et construction de majorité d'opinion. Les directions du Parti doivent produire le matériau d'aide indispensable à la réflexion et à l'action militante. C'est-à-dire à partir de situation concrète, produire des analyses dégageant les enjeux de classe pour le déploiement du militantisme. Il faut de la cohérence et de la transversalité dans la vie du Parti. ☪

**Brigitte DIONNET**

**Seine-Saint-Denis  
La Courneuve**

Oui, nous révolutionner!

J'ai entendu dire qu'il n'y avait rien de neuf dans la base commune qui puisse nous aider à rebondir et redevenir une force, un parti politique utile à la transformation révolutionnaire de ce pays. Eh bien, non seulement je ne suis pas d'accord, mais en plus j'aimerais vraiment que nous ayons le débat sur le neuf qui y est porté. Débat sur son contenu, mais aussi débat pour savoir si c'est cela qu'il faut. Car je crois en effet que sans ce débat, cette confrontation et donc sans décision qui nous permette en-

suite de faire entrer dans la vie cette révolution à laquelle pour ma part j'appelle, nous ne serions qu'un arbre sec et vide insultant la mémoire de ces femmes et ces hommes qui ont fait notre histoire. Oui, j'ai envie que le débat porte sur la nature et le sens des transformations que nous avons à opérer. Des exemples, d'abord l'Europe. Le choix proposé est un choix pro-européen visant à transformer l'UE de l'intérieur. Ce choix conduit par exemple à agir pour que des décisions européennes puissent se mettre en œuvre dans chacun des pays de l'UE. Et je pense par exemple que cela est nécessaire pour faire ce que propose Gisèle Halimi - et que je partage - pour les femmes. Ensuite un choix de positionnement politi-

que. Le risque est-il de faire moins bien ce que fait Olivier Besancenot ou le risque n'est-il pas justement de vouloir faire la même chose? La base commune du CN propose au contraire de travailler à des fronts politiques, ancrés dans une intervention citoyenne, permettant de construire une majorité politique pour exercer un pouvoir, pour l'exercer dans la gestion, au niveau local comme au niveau national. Et cela nous ne l'avons jamais fait. Et notre choix de classe. Oui, il y a bien un débat chez nous sur cette question. Doit-on en rester à la notion de parti de la classe ouvrière qui a des alliés naturels, ou doit-on, comme le propose la base commune, reconnaître, au contraire, qu'aujourd'hui c'est la

diversité de celles et ceux qui subissent la double domination patriarcale et capitaliste que nous voulons représenter. Et le parti que nous voulons! Il ne peut se situer que par rapport à ces questions. Et le débat exister sur ce que nous voulons être et comment. Des camarades contestent la partie du texte invitant à nous ouvrir à d'autres cultures, d'autres expériences pour construire notre parti de demain. Ce n'est pas qu'une question d'amendement. C'est une question de fond à laquelle je souhaite que nous répondions, comme le projet, positivement. ☪

**André Greder**

**Tarn-et-Garonne — Montauban**

Co-construire une force de changement

**S**ans préjuger du bilan de nos stratégies de rassemblement qui, malgré des succès, ont tous fini sur un échec hâtant le retour d'une droite de plus en plus dure, trois constats s'imposent : Aucune force politique ne peut incarner seule le changement à gauche.

Aucune force politique de gauche ne peut constituer un rassemblement majoritaire autour d'elle seule. Malgré les adhésions, la masse des citoyens, même ceux qui ont le cœur à gauche, hésite à s'engager dans les

forces politiques de gauche actuelles.

Devons-nous pour autant renoncer à construire une gauche majoritaire sur des idées de remise en cause de la société capitaliste ? Non, car nous mettrions fin à tout espoir de changement. Alors comment faire ? Constatons que parmi l'électorat socialiste, voire des adhérents du PS, bon nombre ne se retrouvent pas dans la dérive sociale-libérale de leur parti. Comme ils l'ont fait lors du TCE, ils seraient sans doute prêts à s'engager dans une voie nouvelle. Pas à rejoindre le Parti communiste ni à se rassembler autour de lui. Si telle était leur intention, ce serait déjà fait. De nombreux camarades ont quitté le Parti. L'immense majorité est restée profondément

communiste. Malgré nos évolutions, très peu reprennent la carte. Une partie d'entre eux a pris sa place lors des municipales, notamment dans des listes larges auxquelles participait le PCF. De nombreux syndicalistes restent sur le bord du chemin. Ils seraient sans doute prêts à s'engager dans un mouvement qui permettrait la victoire d'une gauche de transformation. Enfin il y a tous ces jeunes qui ne rejoignent pas les partis et qui sont pourtant prêts à participer à un mouvement de fond (cf. la lutte contre le CPE). Reste à le créer. Cette question s'impose à nous comme une priorité. Sommes-nous prêts à co-construire un mouvement avec tous ceux qui aspirent à une société alternative au capitalisme ? Les

limites des collectifs antilibéraux montrent qu'il faut se donner une organisation pour cela. Une organisation à la fois populaire et dotée de règles démocratiques précises, sur un contenu de rupture avec le libéralisme, ou chaque citoyen et chaque force puisse trouver sa place. Une organisation à laquelle le PCF participerait sans renoncer à son identité ni à son autonomie. Voilà l'audace qui devait être la nôtre et qui devrait être le fil conducteur de notre congrès. Il faut créer un mouvement qui redonne l'espoir, quelque chose qui porte l'empreinte communiste tout en dépassant le cadre du PCF. ✪

**Yann Le Pollotec**

**Seine-Saint-Denis  
Le Blanc-Mesnil**

**N**ous sommes à la veille de bouleversements d'ampleur comparable à ceux qui ont suivi août 1914. La nature de la crise qui ronge le système financier mondial, n'est pas seulement fonctionnelle. Produite et alimentée par la déflation salariale et le surendettement des ménages, elle touche le moteur même du capitalisme financier. Les mesures d'isolement des « actifs toxiques » et de refinancements des banques permettent de gagner du temps, mais n'arrêtent en rien la machine infernale qui produit la crise. C'est le fonctionnement du

crédit qui est atteint, et avec lui toute la confiance de la société capitaliste occidentale en son avenir. Cette crise dépasse le cadre de l'économie. Elle est le révélateur d'une crise globale et profonde de civilisation et une nouvelle phase de la lutte des classes. Elle marque le mouvement de basculement du centre de gravité du capitalisme de l'Occident vers l'Asie. Faute de légitimité démocratique, les risques d'éclatement de la zone euro, voire de l'Union européenne, ne sont en rien négligeables.

Face à une époque radicalement nouvelle et qui pose des problèmes inédits à l'humanité, il est impossible de bâtir une orientation politique pertinente à partir de la com-

pilation des réflexions produites dans les années suivant la chute du mur de Berlin. De même, l'hybridation d'organisations et de groupes qui ont eu leur raison sociale en 68 et dans les années quatre-vingt, ne peut pas déboucher de part leurs logiciels originaux sur une force politique nouvelle cohérente et crédible. Avant même le mûrissement de la crise, la présidentielle de 2007 comme l'échec de l'Arc-en-ciel en Italie ont montré qu'une hybridation d'ersatz de cultures politiques communiste, trotskiste, libertaire, écologique et socialiste est incapable de produire une force propulsive. Preuve que la politique n'est pas affaire d'additions de pourcentages électoraux ou

de catégories sociologiques. La vraie question politique qui nous est posée est de démontrer à notre peuple qu'il n'est pas impuissant face au capitalisme globalisé et à sa crise, et qu'il possède en lui-même et avec les autres peuples les ressources nécessaires à la satisfaction universelle des besoins collectifs et individuels.

A ce titre, je pense que le projet de base commune offre des débuts de pistes originales. C'est avant tout une invitation au travail, à sortir des schémas habituels que nous avons ressassés de congrès en congrès et non un produit fini. ✪

**Aurore Hernandez**

**Alpes-de-Haute-Provence  
Manosque**

**I**ncontestablement la perception que nous avons du travail a subi de profondes mutations.

Par une marchandisation accrue du travail, orchestrée et entretenue par les politiques capitalistes en France, en Europe et dans le monde, la valeur travail a été dépourvue de tout son sens. Par l'affaiblissement de sa valeur vénale, le travail reste (dans le meilleur des cas) un moyen de gagner sa vie ; mais il est le plus souvent un pis-aller pour ne pas la perdre. Cette dévalorisation du travail conduit inéluctablement à le percevoir

comme une « tranche de vie » ce qui occulte toute définition d'épanouissement et d'émancipation. Considérer le travail non plus dans sa pérennité, c'est aussi lui enlever toutes perspectives de luttes, de combats pour l'améliorer. Cette dégénérescence du travail pour répondre à une rentabilité financière de plus en plus grandissante et ses conséquences catastrophiques sur l'emploi attaque de plein fouet les plus démunis ; les femmes en sont les premières victimes. Alors que nous rentrons dans un siècle où l'idée de mixité est acceptée, l'évolution des mentalités n'a pas encore permis : à travail égal, salaire égal.

La loi tente de légiférer, mais il faut que cette notion d'égalité professionnelle de-

vienne certes un droit, mais elle doit être avant tout un devoir collectif. Mon regard de femme syndicaliste me permet de faire le triste constat qu'on en est loin. Non seulement la situation des femmes dans le monde du travail est de plus en plus précaire, mais malheureusement celles qui s'impliquent syndicalement ne sont pas très nombreuses. Leurs raisons sont légitimes et objectives : temps partiels imposés, situation de monoparentalité, seul revenu du ménage... ce qui alimente la crainte de perdre leur travail donc de se mettre en avant. Là où les réponses des syndicats restent encore insuffisantes devant de tels choix sociétaux, n'avons-nous pas un rôle important à jouer ? Précurseur dans la parité et dans la

défense des femmes dans le salariat notre parti n'est-il pas plus que jamais indispensable pour que les salariés s'organisent politiquement dans l'entreprise ? Mon activité syndicale au quotidien coordonnée avec mon implication politique m'ont permis de constater que l'une alimentait l'autre. Mon parcours m'a permis de confirmer la nécessité de s'engager, de débattre, de convaincre que d'autres choix sont possibles avec toutes celles et ceux qui veulent enfin que ça change. Notre projet est ambitieux mais pas insurmontable, je suis convaincue qu'il est indispensable. ✪

**François Salamone**

**Essonne — Morsang/Orge**

Dépassons la base commune

**J**e me situe dans un au-delà de ces camarades, que je respecte par ailleurs, qui, redoutant « la dilution » du PCF, appellent à serrer les rangs pour le « continuer ». Ou de ceux qui, considérant que le communisme s'est définitivement épuisé, ne voient le salut que dans la construction d'une nouvelle force à la gauche du PS. Les arguments des uns et des autres n'ont rien d'incongru. Le communisme comme mouvement de transformation révolutionnaire est en grand danger d'extinction. Sous cet

angle, sa défense identitaire n'est pas sans légitimité. Parallèlement, la biographie d'ensemble du communisme, malgré ces magnifiques épopées, c'est peu de le dire, ne plaide pas pour sa continuité. Vouloir s'en dégager n'est donc pas sans fondement. La base commune offre-t-elle en l'état une « troisième » alternative sous-tendue de solides analyses, d'arguments percutants, et de concepts opérationnels. Au regard de quelques évidences devenues consensuelles sans doute. Pour le « noyau dur » sur lequel nous avons besoin de novation, c'est non. La base commune est comme empêtrée par ses « non dits » et ses béances politiques. Ainsi les ellipses du texte sur la nature du

régime chinois et de son parti. Le tiers de l'humanité est dirigé par un parti qui se qualifie de « communiste », mais nous n'avons rien à dire ! Ainsi de l'analyse de nos échecs passés, vierges de responsabilité, éludant les conditions de la non récurrence. Ainsi « de la transformation profonde du PCF » lancée comme une bouteille dans une mer sans balise ni rivage. Ou encore nos incantations politiquement désincarnées sur « le rassemblement » si pauvres en propositions. D'autres "manques" seraient à pointer. Le tout fait sens. Il dit notre immaturité collective à envisager des chemins inédits. On me rétorquera que c'est le rôle d'un congrès. Je pourrais répliquer

que celui d'une direction, c'est de les anticiper. Qui a dit « un bon début, c'est plus que la moitié du tout » ? Qu'on reprenne nos textes des cinq derniers congrès. Tout n'était pas à jeter... et pourtant ! Ce congrès doit être différent par les gestes forts qui en découleront. Une seule mesure sera indicative de leur portée : que parmi le peuple de gauche des millions de salariés, de jeunes, d'intellectuels se disent, il se passe enfin quelque chose au PCF ! La base commune n'est qu'une « base » de départ. Elle doit impérativement être subvertie par une créativité impliquant des milliers de communistes. C'est seulement dans cette perspective que je la fais mienne. ✪

# Crise financière : faillite d'un système...

Face à la crise financière, N. Sarkozy essaie de rassurer les Français. Roland Muzeau, porte-parole de la composante communiste du groupe GDR à l'Assemblée nationale, fait le point sur cette actualité.

**Communistes** Fillon appelle à l'unité nationale. Comment les députés communistes réagissent-ils ?

L'appel à l'unité nationale de ce gouvernement est en fait un aveu de culpabilité pour la politique qu'il a menée. Nous appelons depuis des semaines le gouvernement à organiser à l'Assemblée un débat sur la crise financière internationale et sur la réaction que la France doit adopter. Notre demande a enfin été acceptée. A cette occasion, il faudra bien que la droite assume toutes ses responsabilités dans les politiques économiques qu'elle a menées ces dernières années. Nicolas Sarkozy et sa majorité UMP ont adopté, sans le moindre discernement, le modèle néolibéral et ont inscrit la France dans cette mondialisation financière dont les risques d'emballement étaient évidents. Ce qui se passe actuellement nous donne à voir la nature même du capitalisme financier et non pas, comme Nicolas Sarkozy et les « experts » le prétendent, une forme dévoyée d'un système sain. La droite a créé les conditions de la crise très grave dans laquelle se trouve plongé le pays aujourd'hui. Alors que le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 41 000 en août, les exonérations de cotisations patronales à la Sécurité sociale devraient s'élever, cette année, à 33 milliards d'euros, celles accordées au titre des niches fiscales atteignant 73 milliards. Au Parlement, nous portons d'autres valeurs, axées sur le progrès social, l'intérêt général, le développement des services publics.

**Communistes** Concernant le RSA, quelle est la position des députés communistes et quel sera leur vote ?

Au-delà des bonnes intentions affichées par le Haut-commissaire Martin Hirsch, le RSA a tout d'une fausse bonne idée. Cette mesure nous semble à la fois socialement inefficace pour réduire la pauvreté, et économiquement incapable de créer des emplois de qualité. En outre, la proposition de financement du RSA est inacceptable, car elle consiste en une taxe sur l'épargne,

qui ne touchera pas au patrimoine des plus riches, protégés par le bouclier fiscal. Les effets pervers du dispositif sont nombreux pour le salariat, pas pour le patronat qui bénéficiera au contraire d'effets d'aubaine. Non seulement le RSA émiettera encore davantage l'emploi et le temps de travail, mais en outre c'est une vraie trappe à bas salaires. Rappelons que dans le même temps les 500 plus grandes fortunes de France possèdent 14 % de la richesse nationale contre 6 % il y a 10 ans. Nous ne voterons bien entendu pas le texte en l'état.

**Communistes** Sur toutes ces questions, quelles propositions alternatives faites-vous ?

Comme je l'ai dit, la crise actuelle est celle d'un système qui privilégie la finance sur la création de richesses. Elle appelle une réorientation radicale du rôle des institutions financières, de sorte à ce qu'elles appuient une politique privilégiant l'emploi et non plus les actionnaires et les spéculateurs. Pour les députés communistes, il faut créer un pôle financier public, intégrant notamment la Caisse des dépôts et consignations, La Poste dont le capital doit rester exclusivement public et la Caisse nationale de prévoyance, chargé de soutenir l'investissement productif et de servir l'intérêt général. Et, bien entendu, la question des salaires doit être au cœur de ce débat sur la crise financière. Les taux de rendement proposés aux actionnaires, de l'ordre de 15 %, voire 20 %, ont entraîné un blocage salarial généralisé, ainsi que des destructions d'emplois, pour servir le capital. Cette question des salaires et du pouvoir d'achat est la principale préoccupation des Français, la mobilisation massive sur ce thème le 27 septembre dernier, à l'appel du PCF, le montre bien. Le mouvement social du 7 octobre constitue une occasion d'amplifier cet élan populaire pour une juste répartition des richesses, que nous portons et relayons avec l'ensemble des députés communistes. ⚡

*Propos recueillis par Cécile Jacquet*



## Femmes battues : plus que des conseils, une loi-cadre

Madame Valérie Létard, secrétaire d'Etat à la solidarité, présente (...) 5 conseils aux femmes pour faire face aux violences conjugales. Alors que la presse fait état d'une évolution de + 30% de déclarations des victimes, facilité par la mise en place du numéro d'urgence 3919, la secrétaire d'Etat ne peut en rester aux simples conseils. Ce chiffre ne doit pas masquer la réalité qui va bien au-delà des seules violences conjugales. A ce jour 8 % des femmes battues portent plainte. Cette réalité est largement sous-estimée. Le 20 décembre 2007, les parlementaires communistes ont déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale la proposition de loi-cadre élaborée par les mouvements féministes afin qu'un traitement global porte avant tout sur la prévention, l'aide aux victimes, et les sanctions lorsqu'elles s'avèrent incontournables. Le PCF est engagé pour le vote d'une loi-cadre prenant en compte la complexité juridique et matérielle qui se pose aux victimes. Nous exigeons le vote de cette loi dans les plus brefs délais.

*PCF, le 2 octobre*

## Crise financière : tout est permis quand il s'agit de défendre le capital !

Les chefs d'Etat européens du G8 sont réunis à Paris pour tenter de trouver un terrain d'entente face à la crise financière. Parmi les mesures proposées par Nicolas Sarkozy : "la Commission européenne devrait faire preuve de flexibilité dans l'application des règles en matière d'aide d'Etat aux entreprises, comme dans les principes du marché unique". Il y a vraiment deux poids deux mesures quand il s'agit de préserver les intérêts des marchés financiers. Oublié le dogme de « la concurrence libre et non faussée » qui empêchait à un Etat de l'Union européenne de soutenir une entreprise, des salariés menacés de délocalisation. Pour Nicolas Sarkozy, tout est permis quand il s'agit de défendre le capital !

*Olivier Dartigolles, le 4 octobre*

## Réaction à l'agression de trois jeunes maghrébins en Corse

Trois jeunes ont été blessés au fusil de chasse vendredi soir dans un quartier populaire d'Ajaccio. Mis en joue parce que d'origine maghrébine. C'est révoltant. De tels faits abominables doivent être sévèrement condamnés. J'appelle à une mobilisation de tous. Plus que jamais, soyons vigilants contre l'inadmissible. ⚡

*Marie-George Buffet, 4 octobre*

## PLANÈTE

# Equateur, Bolivie : deux révolutions en cours

La possibilité d'une victoire de la gauche au Salvador à la présidentielle de 2009 rend nerveux. La ministre des Relations extérieures de ce pays, en s'adressant à un parterre de proches de l'administration Bush, a appelé les Etats-Unis à s'impliquer d'avantage dans la région. « Nos ennemis se regroupent et se renforcent et les alliés sont de moins en moins nombreux » s'est-elle inquiétée. En effet, malgré l'opposition acharnée à tout changement de la part des anciens maîtres des économies latino-américaines, la gauche progresse et leur alliance sur le plan régional se consolide.

En Equateur, la nouvelle Constitution vient d'être adoptée par deux tiers des votants, renforçant ainsi la Révolution citoyenne proposée par le président Rafael Correa : Des espaces pour l'exercice du pouvoir citoyen seront créés, les ressources naturelles devien-

nent la propriété inaliénable de la Nation, la privatisation des services publics et de la protection sociale est interdite, le droit des peuples indigènes à se gouverner dans leurs territoires est reconnu, la dette peut être déclarée illégitime et illégale et son paiement peut être interrompu s'il entre en contradiction avec le développement du pays, les règles de l'OMC ou du FMI ne pourront pas mettre en question le droit à la santé et à l'éducation.

En Bolivie, la nouvelle Constitution, très semblable à celle de l'Equateur, n'a pas pu être soumise à référendum du fait de la droite qui a tenté de monter un véritable coup d'Etat civil contre le gouvernement d'Evo Morales. Des paysans ont été massacrés, des édifices publics ont été attaqués et des manifestants indigènes ont été victimes de vexations et insultes racistes sur la place publique. La droite, avec le soutien de

l'ambassade étasunienne, exige l'autonomie des régions productrices de gaz (principale richesse du pays) et se refuse à reconnaître la nouvelle Constitution. Elle ne se résigne pas à accepter la perte de leurs privilèges qui impliquent les nationalisations, les droits octroyés aux peuples indigènes, la redistribution des revenus de l'exploitation du gaz pour des projets sociaux. Le président Evo Morales a pris la décision d'expulser l'ambassadeur étasunien. Malgré les menaces de Washington, le lendemain le Venezuela a fait de même.

Réunis au Chili, l'ensemble des dirigeants des pays de l'Union des Nations du Sud (Unasur) ont apporté leur solidarité au président Morales et ont condamné les violences exercées par l'opposition ainsi que leurs tentatives séparatistes. Le soutien de l'Unasur et la mobilisation populaire ont forcé la droite bolivienne à négocier.



Mais l'arrestation de l'un des responsables de l'attentat contre un gazoduc qui a coûté 8 millions de dollars au pays a servi de prétexte à l'opposition pour suspendre un dialogue qui les intéresse peu. Leur objectif reste l'autonomie régionale qui leur permettrait de saboter la réforme agraire et d'empêcher la prise en main du gaz par l'Etat, principale richesse du pays. La Rencontre internationale que le PCF organise les 15 et 16 novembre prochains dans le cadre de son 34<sup>e</sup> Congrès permettra sans aucun doute une réflexion nouvelle sur le besoin de convergences, de solidarités, et sur l'internationalisme à construire avec les forces qui émergent de l'ensemble des expériences en cours en Amérique latine. ⚡

*Obey Ament, membre du secteur Relations internationales du PCF*

## Faire vivre l'appel pour l'Humanité

Le 24 septembre *Communistes* publiait un appel de 100 personnalités pour que vive l'Humanité. Un appel qu'il s'agit maintenant de faire vivre dans les sections et les fédérations. Le défi lancé est clair : l'Humanité est en danger, pour assainir la situation du journal et élargir son rayonnement, il est proposé aux communistes qui ne le lisent pas de s'abonner à l'Humanité Dimanche ou de parrainer un nouveau lecteur. Dans cet esprit, plusieurs fédérations ont déjà pris l'initiative d'une « adresse directe » envoyée à leurs adhérents. Ailleurs, des collectifs se mettent en place pour animer la campagne. Dans plusieurs sections des réunions sont prévues pour réfléchir à une meilleure utilisation du journal dans l'activité. Pour Cédric Clérin, qui coordonne la cam-



pagne à la direction du PCF, « la question est non seulement d'aider l'Humanité mais aussi d'aider l'activité communiste par l'apport du journal ». Au moment où les communistes réfléchissent à une meilleure visibilité de leur parti, n'est-il pas temps de créer ou de

recréer des points de vente du journal et des CDH ? Dans cette bataille, les élus ont aussi un rôle à jouer en agissant concrètement pour le pluralisme. L'objectif est de réaliser plusieurs milliers d'abonnements d'ici le Congrès. L'avenir de l'Humanité est donc dans les mains de chacune et chacun. ✪

P. F.

### “CONTRE LA CRISE DU CAPITALISME NOS PROPOSITIONS ALTERNATIVES”

Jeudi 16 octobre

**l'Humanité-Dimanche publie un dossier de 32 pages sur la crise financière qui mérite une diffusion militante élargie.**

**Pensez à passer vos commandes au service diffusion de l'Humanité au 01 40 22 7322 / 7342 / 7347**

## Hargneux

Il est assez plaisant, ces temps-ci, de voir les contorsions de nos libéraux, de nos néo-libéraux plus exactement. Ils pensaient bien pourtant, au printemps 2007, dans la foulée de la victoire de Sarkozy, avoir gagné la bataille d'idées, et pour longtemps. Adieu, les vieilleries de justice et de solidarité, adieu le pathos sur la veuve et l'orphelin. Et vive les idées de concurrence et de marché libre, d'initiative individuelle et de mérite, d'audace et de risque, de responsabilité et de création d'entreprise, de lève-tôt qui produisaient les richesses. Vive les gagnants ! C'est ce qu'aimait répéter ces derniers mois le premier ministre : on a gagné la bataille d'idées, disait-il avec gourmandise. Mais le krach libéral, pourrait-on dire, est passé par là, laissant nos réacs dépités. Et

hargneux. Ainsi le chroniqueur économique du *Figaro*, de Kerdel, homme pourtant de mesure, se lâche et redécouvre tout à coup une « France, hélas, trois fois hélas, toujours envoûtée par le socialisme qui ne vit que par l'Etat, qui attend tout de la collectivité et qui tire plus de la moitié de ses revenus des impôts ». Sa colère enfle contre « cette France shootée depuis plus d'un demi-siècle à cette idéologie surannée qui a servi d'opium aux intellectuels germanoprats » ; et il fulmine contre ce « marxisme qui n'ose dire son nom, une idéologie selon laquelle l'Etat est forcément meilleur que les individus ». Un ton teigneux qui donne bien la mesure du désarroi de nos bourgeois. ✪

Gérard Streiff

## ÇA COCOGITE

### Droits des femmes/féminisme

La commission organise une journée de travail sur le thème : Réfléchir sur un communisme féministe, samedi 11 octobre 2008 de 9 h à 17 h au siège du Conseil national. Inscription auprès d'Elisabeth Ackermann au 01 40 40 11 74

### La Lettre des vétérans

La Lettre numéro 46 vient de paraître. L'assemblée des responsables de l'amicale des vétérans est convoquée pour le jeudi 16 octobre à 9 h 30 au siège du PCF. Marie-George Buffet y participera. Contact auprès de Daniel Renard renard-dj@orange.fr ou par téléphone au 06 98 57 92 16

### Collectif "retraités"

" Les organisations du Parti peuvent se procurer sur le site national un projet de tract mis à leur disposition par le collectif "retraités" à distribuer lors des manifestations du 16 octobre qui se dérouleront dans tout le pays. Plus d'info: cpondemer@wanadoo.fr"

### Rapese

La lettre du Rapese est disponible sur le site www.pcf.fr  
Au sommaire: quels prolongements au 27 octobre.

### Congrès

La commission des candidatures se réunira le samedi 11 octobre au siège du PCF à 10 h ✪

## Europe

La plate-forme du Parti de la gauche européenne (PGE) pour les élections européennes de 2009 est soumise à l'appréciation des communistes. Elle est consultable sur le site du PCF et dans les fédérations par le biais d'*Info Hebdo*. Les remarques sont à envoyer avant le Conseil national du 24 octobre, à : [pge@pcf.fr](mailto:pge@pcf.fr) ou aux fédérations et sections qui transmettront. *Communistes* y reviendra dans un prochain numéro. ✪

### Journée portes ouvertes à l'occasion du vote des communistes

Les 29 et 30 octobre, les communistes détermineront par leur vote quel texte constituera la base commune de la préparation du Congrès. A cette occasion, le Comité exécutif national suggère aux fédérations et aux sections de faire de ces deux jours, dans les sièges du Parti, des journées portes ouvertes, permettant des rencontres et débats avec ceux et celles qui sont intéressés par ce qui se passe au PCF.

## Formation militante dans les fédérations

Dans le prolongement de l'université d'été du PCF et malgré un agenda politique plutôt dense, l'effort de formation ne connaît pas de répit. Ce week-end, pas moins de trois fédérations avec l'aide du secteur national organisaient leur propre session de formation.

Dans les Yvelines, la crise financière était au menu de la session avec Denis Durand, syndicaliste à la Banque de France. Dans le Loiret, deux cours ont permis de travailler le capitalisme aujourd'hui avec Jean-Claude et Qynh Delaunay co-auteurs du livre « Lire le capitalisme contemporain », puis la situation internationale avec Jacques Fath. Tandis que dans les Vosges (notre photo) les 12 stagiaires ont successivement étudié le capitalisme, le projet communiste et notre conception du rassemblement avec Cédric Clérin et Brigitte Dionnet. ✪

**Pour toute demande de conférence ou d'aide à l'organisation de stages fédéraux ou de sections. M.-P. Vieu ou G. Briant : [formation@pcf.fr](mailto:formation@pcf.fr)**



## Journée d'hommage à Salvador Allende

Vendredi 17 octobre, le Parti communiste français et le Parti communiste chilien en France organisent une journée politico-culturelle en hommage à Salvador Allende. Elle se tiendra à l'espace Niemeyer, 2 place du Colonel-Fabien - 75019 Paris. A partir de 18 h 30, plusieurs personnalités politiques et universitaires reviendront sur l'héritage et l'actualité de la démarche du Président chilien, puis vers 21 h 30 soirée artistique et culturelle. ✪

## SOUSCRIPTION

## Participer à un projet commun...

Le PCF vient de relancer sa souscription nationale. Dans une lettre récente, Jean-Louis Frostin, trésorier national, revient sur les raisons de cette démarche : équilibrer le budget 2008 et faire un prêt exceptionnel pour aider à la vie de l'Humanité. L'attachement des communistes au journal ne s'est jamais démenti. Le résultat de la souscription est là pour en témoigner. Maintenir son rayonnement est indispensable. Le versement de chacun et chacune au PCF permet également de pouvoir assumer toutes les initiatives politiques en cours : riposter au démantèlement systématique par la droite de tous les services publics qui sous-tendent une société de solidarités, travailler à une alternative à gauche, promouvoir l'intervention citoyenne, préparer le 34<sup>e</sup> Congrès, préparer les élections européennes de 2009...

Les versements effectués par chèque donnent droit à une remise d'impôt de 66 % de la valeur du don, selon un plafond de 20 % du revenu imposable. La période est marquée par les difficultés de chacun, de plus en plus grandes. L'acte de verser n'en a que plus de prix. Il demeure indispensable à la vie du PCF. ✪

Cécile Jacquet

Souscription

**Je verse :** .....

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....Code postal .....

**Chèque à l'ordre de "ANF PCF"**

2 place du Colonel-Fabien - 75167 Paris Cedex 19

**[www.pcf.fr/souscrire](http://www.pcf.fr/souscrire)**